

tong tana

Juillet 2007

www.bmf.ch



La protection des forêts tropicales est indispensable à la protection du climat

La politique climatique doit mettre la priorité sur la protection des forêts

«Si les forêts disparaissent, c'est toute la lutte contre le changement climatique qui est remise en cause». Andrew Mitchell, directeur du Global Canopy Program, dont le siège est à Oxford, tire la sonnette d'alarme. L'alliance de 29 institutions qu'il dirige, issues de 19 pays, axe ses recherches sur la canopée, là où a principalement lieu l'échange gazeux des arbres, si important pour le climat. M. Mitchell appelle aujourd'hui les gouvernements et les politiciens, dans le cadre de la politique climatique, à donner la plus haute priorité à la protection des forêts tropicales.

Le représentant suisse de l'alliance mondiale de scientifiques est Christian Körner, professeur de botanique à l'Université de Bâle. Depuis plus de 15 ans, il étudie les relations entre la végétation et la teneur en CO₂ de l'atmosphère, quelquefois à partir d'une grue de 45 mètres de haut placée dans la forêt, qui lui permet d'accéder à la couronne des arbres. C. Körner est on ne peut plus clair lorsqu'il s'agit de l'importance des forêts dans la protection du climat: «Dans la biosphère, environ 90 % du carbone de la biomasse est stocké dans les forêts. À lui seul cet argument donne la mesure de l'importance de la protection des forêts dans la politique climatique.»

Photo: Global Canopy Programme

Forêt tropicale en feu au Brésil: la destruction des forêts est responsable pour un cinquième des émissions mondiales de CO₂, plus que toutes les émissions du secteur des transports.



La canopée des forêts tropicales abrite jusqu'à 40 % de tous les organismes vivants connus.

Les forêts tropicales fonctionnent comme une climatisation

Les faits présentés par les chercheurs sur l'importance des forêts dans la protection du climat sont impressionnants: les forêts ne sont pas uniquement un stock de carbone, elles agissent également comme des climatisations naturelles, régulant l'équilibre hydrique global ainsi que les températures. De même, elles stabilisent la couche d'humus qui contient également de grandes quantités de carbone. La disparition à une vitesse vertigineuse des surfaces boisées est responsable pour environ un tiers des émissions mondiales de CO₂, plus que toutes les émissions du secteur des transports. C'est dans la protection des forêts que se situe non seulement le plus grand potentiel de réduction des émissions de carbone dans l'atmosphère, mais aussi le plus avantageux.

Les forêts pluviales tropicales, dont la couronne abrite jusqu'à 40 % de tous les organismes vivants connus à ce jour, jouent un rôle déterminant pour le climat. Si elles venaient à disparaître, des quantités énormes de gaz à effet de serre rejoindraient l'atmosphère. C'est ainsi que l'Indonésie est devenue en peu de temps le troisième responsable des émissions de gaz à effet de serre, dont 85 % sont dues au déboisement des forêts pluviales. Au Brésil aussi la déforestation est à l'origine de 70 % des émissions nocives.

Les biocarburants, la nouvelle menace pour les forêts

Une nouvelle menace pointe pour les forêts tropicales, justement dans les biocarburants qui seraient sensés répondre au problème du réchauffement climatique. C'est ainsi que dans le Sud-est asiatique, l'optique de nouveaux débouchés pour l'huile de palme, qui sert notamment à la fabrication de bio-diesel, est à l'origine d'un véritable boom de la production. D'énormes étendues de forêts sont réduites en fumée pour créer de nouvelles plantations de palmiers à huile, assombrissant au passage régulièrement dès le milieu de l'année le ciel de Sumatra, de Bornéo et de la péninsule malaise. En Amérique du Sud, l'extension des surfaces dédiées à la culture du soja a un effet destructeur semblable. De ce point de vue là, le bio-diesel produit à partir du soja brésilien est encore pire

que l'essence ou le diesel tirés du pétrole pour ce qui est des émissions de gaz à effet de serre. Cela ressort d'une étude réalisée en par l'institut de recherche en science des matériaux et en technologie (EMPA). Des chercheurs de renom craignent que l'engouement croissant pour les biocarburants ne signe l'arrêt de mort de beaucoup de forêts tropicales si l'on ne prend pas rapidement des mesures correctives.

Récompenser la protection des forêts

Il est illusoire de penser que l'on pourra protéger les forêts tropicales sans incitation financière. C'est une lacune grave du protocole de Kyoto: au lieu d'honorer la protection des forêts dans la lutte pour le climat, on se console avec des reboisements dont les effets ne se feront sentir que dans longtemps. Selon Christian Körner: «C'est bien gentil et écologiquement parlant souhaitable de vouloir reboiser, mais il faut compter au minimum 200 ans à une forêt tropicale défrichée pour retrouver son volume de stockage de carbone initial». Et de continuer: «L'effet obtenu est le plus grand lorsque l'on conserve la forêt...»

C'est donc au tour des politiques d'agir; au mois de décembre de cette année, les politiciens de tous les pays se rencontreront pour le Sommet mondial du climat à Bali, afin de négocier la succession du protocole de Kyoto, qui arrive à terme. Il importe de créer rapidement une suite au contrat, en offrant en premier lieu des incitations financières substantielles aux pays les plus pauvres pour protéger leurs forêts. Et de leur côté, les pays riches comme la Suisse doivent s'engager à mettre à disposition des moyens financiers importants en faveur de la protection des forêts tropicales.

Lukas Straumann

Sources et informations complémentaires:

Global Canopy Programm: www.globalcanopy.org/vivocarbon

Rapport sur le climat 2007 de l'ONU: www.ipcc.ch

Étude de l'EMPA sur le bilan écologique des biocarburants:

<http://www.empa.ch/plugin/template/empa/3/60112/—/l=1>

Soutenus par le BMF, les Indiens de la forêt primaire contraignent les bûcherons à rebrousser chemin

Bonnes nouvelles en provenance du village des Indiens Akawini dans l'Etat sud-américain de Guyana: avec l'aide du Bruno-Manser-Fonds, les 800 habitants du village ont réussi à contraindre le groupe forestier Samling à se retirer de leur forêt pluviale. Après une visite avec des représentants des médias à Akawini, le chef de Barama - la filiale locale de Samling - a annoncé qu'il allait retirer tous les bulldozers de la forêt primaire indienne.

Le groupe Samling, soutenu par le Crédit Suisse, pratiquait des coupes illégales à Akawini et polluait le captage d'eau potable. Une épidémie de typhus était alors apparue dans le village. Une alliance d'ONG menée par le Bruno-Manser-Fonds avait alors thématisé les événements lors d'une conférence de presse organisée au mois de mai à Zurich.

Toshao David Wilson, chef d'Akawini, et les habitants du village sont heureux: «Je remercie le Bruno-Manser-Fonds de nous avoir donné la possibilité de venir en Suisse pour présenter nos problèmes au public. Sans le soutien international, nous n'aurions pas atteint ce but.» Les indiens d'Akawani prévoient d'autres démarches contre Samling, notamment une plainte en indemnisation contre l'entreprise pour ses actions illégales.

Dans l'État sud-américain de Guyana, le canoë est le moyen de transport traditionnel des Indiens.

Seul le Crédit Suisse refuse d'admettre qu'il a fait une erreur en soutenant le groupe Samling dans la cotation de celui-ci à la bourse de Hong Kong (voir Tong Tana d'avril 2007). En effet, à l'heure du délai rédactionnel, le dernier courrier du Bruno-Manser-Fonds à la grande banque sur ce sujet était resté... lettre morte.



Les enfants d'Akawini ont enfin retrouvé le sourire: grâce au soutien du Bruno-Manser-Fonds, le groupe forestier qui agissait dans l'illégalité se retire .



Nouvelles brèves

Succès du projet de cartographie: les Penan font valoir leurs droits

Le 13 avril 2007, les communes Penan de Long Lamai, sur la rivière Balong, proche de la frontière entre le Sarawak et l'Indonésie, ont déposé une plainte de droit foncier contre le gouvernement du Sarawak et le groupe forestier malais Samling. Cinq plaignants, sous la direction du chef Belare Jabu, intentent un procès au nom de tous les habitants du village contre l'exploitation par Samling de quelque 310 kilomètres carrés de forêt pluviale. Cette plainte a été rendue possible, après plusieurs années de préparation, grâce à la cartographie de la zone de la commune réalisée dans le cadre du projet «Community Mapping» du Bruno-Manser-Fonds, financé par la fondation bâloise «Kunst für den Regenwald». Long Lamai, qui compte environ 400 habitants, est un des plus anciens villages penans. Les nomades qui sillonnaient la région s'étaient sédentarisés à cet endroit en 1955 sous l'impulsion de l'ancienne administration coloniale anglaise. La voie juridique est incontournable car le gouvernement du Sarawak n'admet aucun droit territorial aux Penan et a affirmé leur forêt à des sociétés forestières sans consulter les indigènes. Il faut s'attendre à ce que la plainte, qui semble avoir de bonnes chances d'aboutir, soit traitée en dernière instance par le Tribunal fédéral malais. Le Bruno-Manser-Fonds soutiendra les plaignants penans au cours de leur procès dans le cadre de son engagement à long terme au Sarawak et informera en continu sur les développements en cours.



1200 signatures pour l'annonce de la campagne sur le Crédit Suisse

Plus de 1200 amis et amis du BMF ont signé une annonce nominative accompagnée d'un appel au Crédit Suisse, cela en dépit du laps de temps très court à disposition, à peine plus de quelques jours. L'annonce appelait le nouveau CEO Brady Dougan à rendre la recette de l'entrée en bourse de Samling, soit quelque 10 millions de dollars US, aux peuples lésés des forêts primaires. Le BMF et la Société pour les peuples menacés avaient formulé la même exigence lors d'une conférence de presse tenue à Zurich à laquelle avait participé une délégation d'indigènes provenant de Malaisie et de Guyana (www.bmf.ch/de/news). L'annonce est parue le 4 mai 2007 sur une page entière dans la Basler Zeitung, le Tagesanzeiger, la Berner Zeitung, le Bund ainsi que dans la Zürcher Wochenzeitung. Vu le délai rédactionnel très court, la carte de signature n'avait été jointe qu'aux envois en Suisse allemande, et de nombreuses signatures arrivées trop tard n'avaient plus pu être prises en compte. Un grand merci pour cet important soutien!

Tendances positives du côté des communes amies des forêts anciennes

Comment les 604 communes suisses qui se sont déclarées amies des forêts anciennes mettent-elles en œuvre les principes de durabilité en matière d'achats de bois et de papier? C'est ce que le BMF a voulu savoir. Un sondage réalisé dans le cadre de l'action forestsanciennes.ch fait ressortir que les communes introduisent de plus en plus des directives contraignantes. Mais il reste encore beaucoup à faire dans la mise en œuvre pratique des directives. Les résultats du sondage sous: www.urwaldfreundlich.ch/index_DE.php?id=500&q=3.



Une délégation du Bruno-Manser-Fonds, a pris la parole le 4 mai 2007 durant l'assemblée générale du Crédit Suisse au sujet de l'entrée en bourse critiquée du groupe de bois tropicaux Samling. Pendant que la direction du CS tentait de minimiser, les actionnaires applaudissaient le Bruno-Manser-Fonds.

Impressum

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaysia), «Tong Tana» signifie «dans la forêt».

Éditeur: Bruno-Manser-Fonds
Association pour les peuples de la forêt pluviale
Heuberg 25, CH-4051 Bâle
Téléphone +41 61 261 94 74
Courriel: info@bmf.ch
Internet: www.bmf.ch
Rédaction: Lukas Straumann
Avec la participation de:
R. Wunderli, I. Iser, W. Werder
Traduction: Yvan Bourquard
Images: Photonature.it / Amerindian Peoples Association / BMF
Layout: moxi ltd., Bienne
Impression: Gremper AG, Bâle
Imprimé sur du papier 100% recyclé

Envoi de dons: Postfinance, compte 40-5899-8
ou Banque Coop, CH-4002 Bâle
compte 421329.29.00.00-5
IBAN: CH8808440421329290000
SWIFT: COOPCHBB